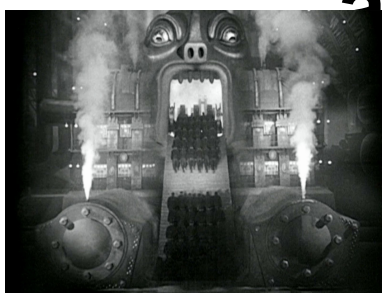


<https://ricochets.cc/Au-sommet-de-l-Etat-extreme-droitisation-et-connivence-avec-des-figures-antisemites.html>



Au sommet de l'Etat : extrême-droitisation et connivence avec des figures antisémites



- Les Articles -
Publication date: jeudi 17 août 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Macron et Darmanin sont en phase pour s'agglomérer avec l'extrême droite et appliquer ses idées

Qu'ils adoptent ou pas en leur for intérieur ces idées brunes importe peu.

Car leur objectif est avant tout de garder le pouvoir et de maintenir à tout prix la civilisation industrielle en place. Renoncer aux décors de démocratie et adopter les idées et pratiques de l'extrême droite ne les gêne pas. Et puis, exciter les voies racistes et nationalistes permet de justifier l'exclusion et le massacre présent et à venir d'exilés et d'exclus, dont le nombre va croître très fortement si rien n'arrête le système en place, cette mégamachine froide et destructrice.

Taper sur des boucs émissaires et les plus pauvres permet d'éviter de remettre en cause le capitalisme, ses ravages écologiques/climatiques et ses inégalités structurelles.

Pas de convictions fortes, les chefs de parti utilisent surtout des créneaux porteurs pour appater suffisamment d'électeurs.

A droite, l'ordre sécuritaire, l'enrichissement des bourgeois, du conservatisme moral. A gauche davantage d'argent et d'aides pour les pauvres, davantage d'écoute, du libéralisme moral.

La tyrannie qui se perpétue peut prendre aussi bien les oripeaux de « la-démocratie », de « la-république », que du néo-fascisme

Dans ce système, il ne s'agit pas d'avoir une politique cohérente, des idées politiques "justes" et émancipatrices, et encore moins de rechercher un projet de société viable, il est question juste de pouvoir et d'argent, de perpétuation d'institutions. Si un créneau électoral ne marche plus assez, ils en changent. Ainsi la tyrannie qui se perpétue peut prendre aussi bien les oripeaux de "la-démocratie", de "la-république", que du néo-fascisme. Ainsi, l'ancienne gauche peut se faire droite, et la droite se faire extrême droite.

- ▶ Voici 3 articles pour illustrer et creuser ces remarques :

Macron : tyran ou fasciste ?

- ▶ [Macron : tyran ou fasciste ?](#) (In memoriam Clément Méric)

(...) Ceux qui ont voté une deuxième fois pour Emmanuel Macron en pensant faire barrage à l'extrême droite aux dernières élections en sont pour leurs frais, parce qu'il y a maintenant au pouvoir un gouvernement qui applique point par point la feuille de route du Rassemblement National. Il est appuyé par une droite qui copie verbatim le programme de Marine Le Pen. Chacun découvre un peu chaque jour ces réalités d'un second mandat qui n'en est qu'à ses débuts. Car sur la route d'un capitalisme typiquement français (qui n'aurait jamais été fasciste dit-on), ce pouvoir est devenu de plus en plus violent, abject, même si on est maintenant persuadé que Macron peut l'être encore plus. Tout un pays est devenu son punching ball, jusqu'à la nausée. Nous devrions le remercier ?

Pour preuve de l'illégitimité actuelle de cette « République », c'est qu'à chaque casserolade les tyranneaux qui servent leur idole proclament frénétiquement la légalité de ce qu'ils font. Il ne leur viendrait jamais à l'esprit de dire quoi que ce soit de la légalité de leurs actions s'ils se savaient simplement légitimes. Le Tyrannie, fondée sur le caprice d'un seul devient dès lors la mise en scène publique d'une usurpation permanente et universelle. C'est cela le sens de leur « République » : une tyrannie publiquement proclamée, autant dire un fascisme « républicain ». Dans le cadre de cette tyrannie, il ne faut surtout pas affirmer publiquement que LRM-Renaissance et LR pourraient faire une politique d'extrême droite. Car il est obligatoire de croire qu'ils seront pour toujours « républicains ». Peu importe qu'ils reprennent verbatim le programme du RN, qu'ils fassent une politique ouvertement fasciste à la Giorgia Meloni au mépris de tout droit humain, quand ils dérobent aux exilés l'Aide médicale de l'État [7] par exemple. Quoi qu'il se passe ils se prévalent de l'étiquette de « Républicains ». Puisque « Républicains », c'est le nom de leur parti, comme

d'autres s'appellent « nationaux » ou « nationaux-socialistes » pour être plus précis.

Comme quoi, « National-nationaliste », « National-socialiste », « National-Républicain », « Libéral-Nazi », « Pop-Fasciste » ne sont que des étiquettes, car finalement les actes de répression les plus féroces de la bourgeoisie ne sont pas l'apanage des seuls fascistes historiques. Tant de massacres sont « républicains » : Massacres de la Commune : 20 000 morts ; Massacres de Sétif et Guelma : 45 000 morts ; Guerre d'Algérie : entre 250 000 morts et un million de morts selon certaines estimations ; Massacres de Madagascar : entre 100 000 et 700 000 morts, Guerre du Cameroun : 10 000 morts, etc. Finalement la tyrannie de l'argent se moque des étiquettes quand il s'agit d'exterminer les gueux pour que les investisseurs puissent se remplir les poches.

(...)

De la république policière à la république fasciste ?

► Lordon : [De la république policière à la république fasciste ?](#)

On savait déjà très exactement où en est le signifiant « républicain » après un communiqué ouvertement raciste et factieux de syndicats policiers d'extrême droite, invoquant comme il se doit « l'ordre républicain » pour lancer la chasse à l'homme, plus précisément à ceux des hommes considérés comme des « nuisibles ». Tout à son habitude de confondre modération et aveuglement, le journal Le Monde avait jugé le communiqué « révélateur de l'exaspération des troupes », là où il aurait plutôt fallu y voir la fascisation caractérisée de l'appareil de force et en concevoir un chouïa plus d'inquiétude.

(...)

« L'ordre, l'ordre, l'ordre » : la république policière a trouvé sa devise

L'idéalisme éditorialiste qui, se plaisant à répéter « république-démocratie », tient les mots pour des forces réelles et agissantes, ajoute généralement l'inculture historique à l'ineptie intellectuelle. Il ne sait pas que, si elle a été brève, il y a eu une République de Salò et que c'était une république fasciste. Il n'a pas lu Brecht et ne sait pas que « le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise ». Tout ce que nous voyons aujourd'hui confirme pourtant la justesse de cette idée.

(...)

nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière. En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l'IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux d'où sortent des circulaires de talion, les tribunaux qui les exécutent en leur donnant la forme d'une justice d'abattage, dont les minutes sidèrent d'ignominie, les instituts médico-légaux qui falsifient les comptes-rendus, comme celui d'Adama Traoré, les prisons et les CRA bien sûr, et l'on pourrait y ajouter tous ces médias où le racisme a pris la consistance d'une ligne éditoriale. Voilà les vrais territoires perdus de la république à l'exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers d'où monte pourtant la demande d'égalité la plus authentiquement républicaine, où la valeur de la république car dans une république démocratique et sociale il n'y en a qu'une : l'égalité est prise au sérieux.

(...)

De la république policière à la république fasciste ?

Dans l'état actuel de violence dégoncée et de racisme incrusté où se trouve la police, il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

(...)

convergence d'une police raciste hors de contrôle et des groupes de rue fascistes, convergence de deux milices en quelque sorte, qui signe le possible devenir « république fasciste » de la désormais bien établie république policière.
(...)

La police n'est plus qu'une milice sadique ivre de violence

Sauf l'aveuglement des forcenés, il saute maintenant aux yeux que la police, dans un nombre croissant de ses unités, n'est plus qu'une milice sadique ivre de violence, livrée à ses vendettas personnelles, contre la famille Traoré par exemple ou contre des journalistes, se faisant un point d'honneur et de provocation de médailler, de promouvoir en son sein, les cogneurs et les racistes patentés, totalement autonomisée, ne répondant plus de rien à personne. « **Police républicaine** » est devenu le plus sinistre des oxymores.

(...)

Dans la main de la police, le gouvernement, croyant trouver son salut dans la fuite en avant, ne cesse plus d'installer un climat qui resserre la main de la police, dont l'intervention est en train de devenir la première des politiques publiques, en tout cas l'adjuvant nécessaire de toutes les autres. Alors le registre « policier » imprègne et sature toute la vie publique et c'est bien ainsi que se qualifie une république policière.

(...)

Les redispersions légales suivront de près les abus extralégaux, à l'image des drones, de la reconnaissance faciale ou de la censure des réseaux sociaux, « manières de faire » qui rangent donc la France de Macron au côté de l'Égypte, du Pakistan ou de la Chine. Et de nouveau : comment appelle-t-on un pouvoir qui veut que le silence règne ? Dans un lapsus fameux, au tout début de son premier mandat, Macron voulant parler de la sortie de l'état d'urgence, avait dit : « Nous sortirons de l'État de droit ». Voilà.

(...)

Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres, et tous sur le Rassemblement National. Nul ne pourrait plus dire en quoi Les Républicains s'en distinguent. Ni, par transitivité, la fausse majorité LREM qui d'une part aspire à s'allier avec LR, d'autre part traite avec la dernière complaisance le RN à l'Assemblée. Ainsi s'est constitué un bloc quasi-unifié, en tout cas idéologiquement, de la droite extrême : même idéologie économique et sociale, même racisme et que ceux dans ses rangs qui ne disent mot sur une matière aussi grave sachent qu'ils sont comptés comme consentants, même tropisme pour la conduite policière de la société, même mépris pour les réels principes d'une démocratie libérale.

(...)

La fusion de toutes les droites dans l'extrême droite devient en tout cas patente à l'effort de faire de la FI une sorte de paria institutionnel au motif d'un « arc républicain », appellation renversante de ce qui est plutôt en train de s'affirmer comme arc autoritaire-fasciste.

(...)

Fusion de toutes les droites dans l'extrême droite

On comprend que la bourgeoisie y verse tête première, racisme tout court à la suite du racisme social, quand la crise organique s'aiguise, que l'ambiance xénophobe se répand dans le pays, et que tous les éléments de la conjoncture viennent se solidariser avec la défense aveugle de son ordre : régime policier, police raciste, acclamations racistes. Selon une configuration qui n'a rien d'une nouveauté historique, s'il faut en passer par la pure ignominie politique pour défendre l'ordre bourgeois, ainsi sera-t-il. Tout ce que la situation générale offre est bon à prendre, sans distinction, sans réserve. Voilà donc la bourgeoisie qui, sur les réseaux sociaux ou dans les médias, hurle de rage et de jouissance contre les Arabes et les Noirs en plus de se déverser par contributions à centaines, voire milliers d'euros, dans la cagnotte de la honte pour un meurtrier d'enfant. Arabe.

(...)

« Dictature » : c'est le motif de s'esclaffer grassement de toute la bourgeoisie macroniste, qui pense que « élections formelles » et « presse privée » épuisent tout ce qu'il y a à entendre par démocratie. Le reste n'existe pas. « Allez donc voir en Corée du nord ». Le macronisme n'est pas que la république policière en voie de fascisation : c'est

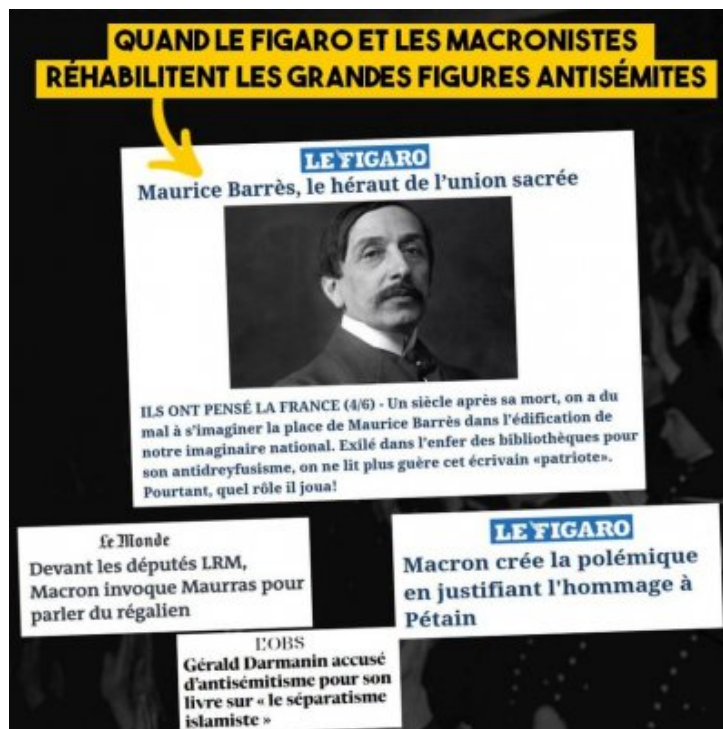
aussi l'empire des débiles.

Malheureusement, ils ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un état et une évolution, un point et une trajectoire à€” et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point. Le problème avec les emplois du mot fascisme contraints de coller parfaitement à la situation du moment et à elle seulement, c'est qu'en effet avant l'heure c'est pas l'heure, mais qu'après l'heure c'est trop tard.

(...)

On ne dirait pas sans abus que le macronisme en tant que tel est un fascisme. On peut en revanche affirmer avec certitude qu'il aura tout installé, et tout préparé. Les régimes monstrueux ne prennent jamais que sur des terreaux adéquats. En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu'est une société, des forces qui la composent, de ce qui peut s'y réveiller, répandant partout une violence inouïe, aura déposé une épaisse et confortable couche de fumier. Tout va y pousser avec une déconcertante facilité.

(...)



Au sommet de l'Etat : extrême-droitisation et connivence avec des figures antisémites L'Etat, la république et le productivisme s'accrochent à toutes les variantes de tyrannies

LE FIGARO RÉHABILITE UNE GRANDE FIGURE ANTISÉMITTE

Ces derniers mois la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, la députée Mathilde Panot, les écologistes ou encore le rappeur Médine sont accusés en permanence d'antisémitisme, sur la base d'éléments inexistantes ou malhonnêtes.

Cette semaine, Le Figaro, le grand journal de la droite française, qui touche d'importantes subventions publiques, réhabilite une des plus grandes figures de l'antisémitisme de notre Histoire : Maurice Barrès.

Dans un article paru cette semaine, le député Les Républicains Jean-Louis Thiériot écrit un portrait amoureux de cet écrivain nationaliste et antisémite, présenté comme étant « du parti de la rêverie, de l'enthousiasme, de l'émotion » et comme un « dandy, esthète, passionné d'art, en lutte contre "les barbares" ».

L'auteur ose même, à propos de Barrès : « si la distinction entre patriotisme - l'amour des siens - et nationalisme - la haine des autres - a un sens, elle s'applique bien à Barrès », alors même que celui-ci était un fervent raciste.

Pour rappel, Maurice Barrès, né en 1862 et mort en 1923, fut l'un des fondateurs d'une forme de fascisme français : dès la fin du 19e siècle, il menait une campagne politique pour un « socialisme national ». Barrès était évidemment dans le camp anti-Dreyfusard, contre ce militaire juif accusé à tort de « complot ». Il écrivait : « Que Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race ». La trahison dans les gènes, théorie justifiant ensuite le génocide. Un autre antisémite forcené de cette époque, Édouard Drumont, invite l'écrivain à arbitrer un concours « sur les moyens

pratiques d'arriver à l'anéantissement de la puissance juive en France ». Maurice Barrès accepte.

Barrès le nationaliste est xénophobe, obsédé par la « revanche » contre l'Allemagne. Il fait partie des personnalités qui endoctrinent les esprits avant la guerre qui éclate en 1914 et provoque des millions de morts. Pendant le conflit, Barrès est bien planqué à l'arrière, loin des bombes, mais il met toute son énergie dans la propagande de guerre, en exaltant les combats par de grands discours enflammés.

Barrès est aussi un ennemi de l'égalité sociale. Il écrit cette phrase, d'un cynisme absolu, que Macron pourrait bien faire sienne aujourd'hui : « Que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance, voilà une condition première de la paix sociale ». Mais cette réhabilitation s'inscrit dans un contexte plus vaste d'offensive réactionnaire visant à dédouaner les personnalités d'extrême droite et antisémites.

En 2021, Emmanuel Macron créait France Mémoire, une institution indépendante de l'État qui faisait suite à la délégation aux Commémorations nationales, jusqu'ici rattachées au ministère de la Culture. France Mémoire a immédiatement proposé de commémorer l'écrivain Maurice Barrès. Mais ce n'est pas le seul exemple.

Le 30 octobre 2019, Macron invitait dans son avion personnel des journalistes d'extrême droite. Il accordait à l'hebdomadaire Valeurs Actuelles une interview exclusive. Lors de la discussion, il se lâche complètement et sort des réflexions clairement Lepénistes.

Quelques jours plus tard, l'ancien dirigeant de l'Action Française Elie Hatem, nostalgique de Pétain et de la collaboration, adepte de Charles Maurras et de « l'antisémitisme d'État », était reçu à l'Élysée. Le militant pétainiste fait même un selfie avec le président et sa femme.

Le 11 février 2020 : Macron intervient devant les députés de son parti. Il utilise tout le lexique du Front National et reprend à son compte une théorie de Charles Maurras, militant royaliste et pétainiste et dirigeant de l'Action Française : la distinction entre « pays légal » et « pays réel ». Une référence à peine voilée à l'extrême droite antisémite la plus réactionnaire.

En mai 2020, Macron appelle pendant 45 minutes le pétainiste Zemmour, auteur de multiples discours racistes et condamné pour « provocation à la haine raciale », pour le « soutenir » après qu'il ait été insulté dans la rue.

Durant la campagne présidentielle 2022, le Ministre de l'Intérieur trouve Marine Le Pen « un peu molle » vis-à-vis des musulmans, et après les législatives le Ministre de la Justice de Macron appelle à « avancer ensemble » avec le Rassemblement National.

En novembre 2022, le ministre de l'Intérieur, surfant sur un fait divers atroce, appelait à « rendre la vie impossible » aux migrant-es. Le même ministre Darmanin publiait en 2021 un livre sur le « séparatisme islamiste ». Dans ce court texte, on trouve un passage ouvertement antisémite dans lequel les juifs sont décrits comme des « usuriers » qui causent des « troubles et des réclamations ». Rappelons que Darmanin a milité dans un groupuscule d'extrême droite, l'Action Française, royaliste, ouvertement pétainiste et antisémite.

Aucun de ces éléments n'a suscité la moindre controverse médiatique, la moindre condamnation, la moindre campagne appelant à des sanctions. Au contraire. Et ce sont ces mêmes politiciens, ceux qui connaissent parfaitement le sens des mots et de l'Histoire, qui savent parfaitement quelles références flattent les instincts antisémites et racistes, qui n'hésitent pas à diffamer leurs ennemis. Inversion permanente.



LES MACRONISTES VEULENT RENDRE OBLIGATOIRE LE PORTRAIT DE MACRON EN MAIRIE

Pour la première fois depuis la dictature du Maréchal Pétain, l'affichage du portrait du président sera obligatoire dans les mairies.

Le 12 aout, une photo a fait beaucoup rire sur les réseaux sociaux. A l'occasion d'un match de la coup du monde féministe, on y voyait Prisca Thévenot, macroniste fanatique et secrétaire d'État chargée de la jeunesse assise dans une chambre avec une tasse au logo du SNU, à côté d'un portrait de Macron posé sur un chevalet. Une mise en scène grossière, qui révèle aussi le culte de la personnalité qui habite de clan macroniste.

Pour cause, Macron veut obliger toutes les mairies à afficher son portrait. C'est le sens d'une loi déposée par deux députés Renaissance, Masséglija et Dubré-Chirat, en mai dernier, en plein mouvement de contestation sociale. **Voici ce que dit le texte : « il convient d'ancrer officiellement la tradition républicaine consistant à afficher le portrait officiel du président de la République au sein de chaque mairie. En représentant le garant de l'unité de la Nation, ce portrait se place aux côtés du drapeau tricolore et de la devise 'Liberté, Egalité, Fraternité' en tant que symboles pleins et entiers de notre république. »**

La proposition a été adoptée en première lecture le 11 mai et doit repasser au Sénat. Actuellement, les mairies ne sont pas obligées d'afficher le portrait présidentiel. Et cela n'a jamais été le cas depuis la proclamation de la Troisième République en 1870. Certaines mairies font le choix de ne pas exposer le visage du président.

Le seul régime qui a rendu obligatoire le portrait du chef d'Etat dans les mairies n'était pas « républicain » ni « démocratique » : c'était Vichy. En octobre 1940, le ministre de l'Intérieur du régime de Vichy exige que le portrait de Pétain soit sur les murs « des établissements publics, notamment des préfectures et des mairies ». Cette obligation sera supprimée la Libération rejetant le culte de la personnalité d'une dictature fasciste. En 2023, les macronistes veulent la remettre au goût du jour.

De là à considérer que le macronisme est un nouveau pétainisme, il n'y a qu'un pas ...

(posts de Contre Attaque)